



Pour lire l'intégralité de nos lettres et documents de référence, consultez notre blog à l'adresse :
<http://Madagascar-Resistance.blog4ever.com>

Madagascar Résistance

Lettre numéro 52 – mars 2011

Qu'est-ce que les Africains peuvent espérer d'Alain Juppé ?

La pérennité de la politique française en Afrique, caractérisée par les relations très cordiales avec des dictateurs honnis par leurs peuples, par les coups d'Etat perpétrés ces trois dernières années dans plusieurs Etats francophones, ou par un soutien à peine caché à des candidats à des élections présidentielles contestables, comme ce fut le cas notamment au Gabon, pourrait faire penser que les personnes passent, mais que cette politique demeure. On pourrait même dire que les présidents et les gouvernements français passent, mais cette politique demeure, puisque les socialistes ont persisté dans la même ligne lorsqu'ils ont été au pouvoir.

ALORS, AUCUN CHANGEMENT A ATTENDRE DE CE RETOUR D'ALAIN JUPPE AU QUAI D'ORSAY ?

Il est vrai qu'aucun changement notable en faveur des Africains n'a pu être noté lors de son premier passage aux Affaires étrangères entre 1993 et 1995. Pour autant, il n'est pas interdit de penser que sa nouvelle nomination à ce poste est susceptible d'introduire aujourd'hui des éléments positifs dans les relations entre la France et l'Afrique. Et cela pour les raisons suivantes : **d'une part, il semble qu'Alain Juppé soit plus en mesure que Bernard Kouchner et Michèle Alliot-Marie de mettre fin à la diplomatie parallèle et affairiste menée par certains amis « françafricains » du président français, et d'autre part, les révoltes actuelles qui secouent les dictatures pourraient bien s'étendre à l'Afrique subsaharienne.**

LES MEFAITS DE LA DIPLOMATIE PARALLELE

Le brouillage des champs de compétence pratiqué notamment par Claude Guéant, ou par les Balkany, Bourgi ou Bernard Tapie (qui semble avoir récemment rejoint leur réseau pour faire fructifier son nouveau pactole en Afrique, après les vagues non encore apaisées en France causées par la manière dont il a pu l'obtenir) a pollué encore davantage les relations déjà dégradées entre la France et certains Etats africains. Ce brouillage a également gêné le fonctionnement normal des institutions, tant françaises qu'africaines.

La fin de cette diplomatie parallèle, si elle ne peut mettre totalement fin aux influences occultes, permettrait du moins de diminuer l'opacité des contacts et des échanges diplomatiques, opacité si favorable aux menées les plus inavouables. Ce qui ne pourrait que réjouir les tenants des valeurs républicaines en France comme en Afrique.

L'IMPERATIF DE PRENDRE EN COMPTE LES REVOLTES ACTUELLES CONTRE LES DICTATEURS

Ce vent de liberté qui souffle sur le nord du continent africain atteindra tôt ou tard l'Afrique subsaharienne. **La pauvreté endémique, la corruption, compagne inséparable de la dictature, l'ignominieuse spéculation boursière sur les céréales alimentaires à laquelle se livrent les détenteurs de capitaux des pays riches, et un possible choc pétrolier constituent les éléments d'un mélange détonant.**

L'exigence de liberté soufflera sur les braises allumées par l'égoïsme criminel des dictateurs dont la volonté de se maintenir au pouvoir n'est dictée que par une rapacité sans limite.

Dans notre Lettre n°12, sous le titre « Seul atout qui reste à la France en Afrique : les Africains ayant de réelles affinités culturelles avec elle », nous écrivions ceci : « Dans les relations entre deux Etats, le rapport de force et les enjeux économiques priment, un autre élément moins quantifiable et plus subtil peut également influencer de manière non négligeable dans ces relations : le partage de certaines valeurs culturelles ». Aussi, «La préférence qui pourrait être donnée à des relations politiques et économiques avec la France, plutôt qu'avec les pays concurrents, dépendra en partie d'un sentiment de valeurs culturelles partagées ».

Les valeurs culturelles dont il est question étant par ailleurs résumées dans la devise de la république française, la diplomatie française va-t-elle enfin, **au vu des révolutions en cours, et sous la direction que l'on peut espérer plus lucide d'Alain Juppé, cesser de soutenir activement les dictateurs africains, voire de les mettre en place comme c'est le cas par exemple à Madagascar ?**

La France va-t-elle enfin accepter la réalité de la fin de son empire colonial et commencer à bâtir sur la base des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité un nouveau partenariat avec ses anciennes colonies d'Afrique ?

La leçon à tirer du cas tunisien est claire : la France veillera mieux sur ses intérêts à long terme en respectant le désir de liberté des Africains et en les soutenant dans cette quête.

(Voir en annexe sur notre blog la liste probable des pays où une révolte contre une dictature est considérée comme probable et dont Madagascar fait partie)

La France s'épargnera ainsi l'humiliation de pénibles et déshonorantes contorsions diplomatiques à la chute des dictateurs qu'elle a jusqu'ici protégés, mais dont les jours sont désormais comptés.

Les Inconditionnels de Madagascar,
À l'Île de la Réunion